Echo d'Iran



Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran ***Octobre 2007 N° 5***

Le mouvement des Enseignants et leurs revendication

Les enseignants, sous la République Islamique sont confrontés aux deux problèmes:

Le premier problème concerne leur niveau de vie: les salaires restent dérisoires malgré la hausse de prix et l'inflation galopante. Leur pouvoir d'achat baisse et pauvreté s'installe dans leur vie quotidienne. Ce phénomène n'était pas inconnu des enseignants et ouvriers sous l'ancien régime.

Le second problème provient d'un système particulier instauré par le régime actuel: le système de favoritisme qui doit être considérée comme une sorte de discrimination institutionnalisée. Cette dernière s'applique dans toute la société à tout niveau social et travail. Pour un despotisme religieux ses principes idéologiques et les dogmes religieux sont prioritaires. Bien entendu celle ou celui qui ne respecte pas ces principes subira ses conséquences, mais par contre les fidèles du régime sont des privilégiés dans tous les domaines sociaux et salariaux. L'hypocrisie et la corruption sont des conséquences de cette pratique discriminatoire.

Cette discrimination pratiquée par le régime islamique perturbe le fonctionnement du système d'enseignement et d'éducation. Par exemple un fonctionnaire, inféodé au régime, avec moins de connaissance et de qualification bénéficie de l'indulgence du régime et reçoit un salaire meilleur par rapport à son confrère ou sa consoeur plus qualifié et plus expérimenté.

En plus de ces deux problèmes il y a d'autres revendications de la part des instituteurs: la répartition des «actions équitables» ainsi que «le complément d'assurance maladie des Enseignants » et la reconnaissance de leur syndicat indépendant. C'est dans cette direction que leur combat s'oriente avec beaucoup de détermination. *(Lire la suite page 2.)*

Sur la célébration du 1er mai 2007 en Iran

Comme les années précédentes les travailleurs iraniens ont bravé les interdits imposés par les autorités de l'Etat et leurs menaces à l'encontre de quiconque qui « oserait parler de syndicat dans ce pays ».

A Téhéran, 4 jours avant le 1er mai, à l'initiative des travailleurs des usines de fabrication d'automobile « Iran Khodro » et « Saipa », une fête populaire a été organisée. Précisément les mêmes ouvriers avaient organisés plusieurs actions de protestations sur leurs lieux de travail durant les mois derniers contre les licenciements et les retards de paiements des salaires et surtout ceux qui avaient publiquement exprimé leur solidarité avec les syndicalistes de «Sherkat é Vahed » [Régie du Transport de Téhéran] pendant la vague de la répression et l'arrestation de ces syndicalistes.

Plus de cinq mille travailleurs ; les militants du mouvement ouvrier, les militants féministes, les étudiants et les défenseurs des droits de l'enfant, ensemble avec leurs familles, ont participé à la fête qui a eu lieu aux alentours de Téhéran. Cette occasion s'est transformée en un lieu convivial de discussion sur les questions concernant le mouvement ouvrier iranien, dont l'organisation des manifestations du 1er mai. C'était la première fois que les activistes réussissaient à organiser un tel rassemblement sans que *(Lire la suite page 2.)*



Publié par *: Solidarité avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : *S.T.I, 266, Ave Daumesnil, 75012 Paris* **E-mail: *sstiran@yahoo.fr***

(Suite de la Page1.) **Le mouvement des…**

Ahmadinéjad, actuel Président de la République, après son arrivé au pouvoir, n'a pas tenu ses promesses de sa campagne électorale. C'était le nouveau point de départ des premières protestations des enseignants, en lui rappelant ses promesses, mais sans recevoir de réponse pendant des mois.

Durant l'année 2006 ont eu lieu des manifestations pacifiques des enseignants, mais le gouvernement, insensible aux revendications des enseignants, ne présente aucun projet à ce sujet. Au mois de mars 2006, ils manifestent de nouveau dans les rues afin de faire entendre leurs revendications légitimes. Leur courage, résistance et détermination ébranlent le gouvernement.

Plus de 150,000 personnes se rassemblent devant la Chambre Islamique des Députés à Téhéran. Ils distribuent des tractes pour expliquer leurs revendications en criant des slogans revendicatifs. Une lutte populaire qui prend de l'ampleur, peut provoquer une crise au sein du gouvernement, et le régime de la république islamique ne fait pas figure d'exception à cette règle générale. Face aux revendications des enseignants, le gouvernement et le Conseil de Surveillance ainsi que la Chambre islamique des Députés, ont proposé leurs propres « solutions », avec des contenues contradictoires.

Il est bon à savoir qu'un grand nombre de manifestants (les enseignants) étaient arrêtés et torturés pendant leur garde à vue, ce qui a provoqué la colère des enseignants dans tout le pays. Le 14 mars 2007, une rencontre a eu lieu, à « l'assemblée national islamique », entre les représentants des enseignants et de la Chambre des députés ainsi que les deux représentants de l'Organisation National pour la Direction et la Planification, sans obtenir le moindre résultat. Les propos contradictoires des représentants de l'Etat sont la preuve de futilité de de négociation.

Comme prévu, les représentants des enseignants sont allés informer leurs collègues du résultat de cette négociation. . Pour ce faire ils se sont réunis devant la Chambre des Députés, mais ce rassemblement a été violement attaqué par les forces de l'ordre avec un grand nombre d'arrestation. La répression avait déjà pris une grande ampleur.

Dans ces circonstances le gouvernement ne fait que manoeuvrer. Malgré le *(Lire la suite page 3.)*

(Suite de la Page 1.) **Sur la célébration ...**

les forces de sécurité du puissent le perturbé.

Le 1er mai de cette année les travailleurs ont organisé différentes manifestations dans les grandes villes et dans les usines, des séminaires dans les universités et surtout à Téhéran où ils ont profité de la manifestation « officielle » organisée par l'infâme « La Maison du Travail » à Stade Shiroodi.

En effet quand les responsables de cet organisme anti ouvrier à la solde du régime ont réalisé que les travailleurs étaient déterminés à célébrer ce jour de la lutte des travailleurs, coûte que coûte, ils ont décidé d'organiser un rassemblement officiel (à savoir que 1er mai n'est reconnu par la régime de Téhéran). Le lieu de cette manifestation n'était pas divulgué jusqu'au matin du 1er mai.

De plus les autorités ne l'ont autorisé qu'à la dernière minute, espérant ainsi décourager les militants de s'y rendre et ainsi conserver le caractère docile et officiel de ce rassemblement. Mais rien n'y est fait, dès l'annonce du lieu du rassemblement, les militants ont commencé d'y affluer à partir du siège de « La Maison du Travail ».

Ainsi les milliers de travailleurs, arrivés la veille de différentes régions du pays, sont précipité dans le Stade en brandissant les pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Un syndicat indépendant est notre droit absolu », « Pouvoir s'organiser, faire grève sont nos droits absolus ». Ils ont commencé à scander leurs slogans et ont demandé que Mansoor Ossanlou, le président du syndicat de Sherkat-é-Vahéd puisse prendre la parole. Devant cette agitation qui prenait de l'ampleur, les responsables de la « Maison du Travail » ont essayé d'écourter la cérémonie mais cela a incité les travailleurs à protester à l'extérieur du stade.

Des milliers de participants sont sortis en scandant « A bas les suppôts des capitalistes ! », « Libérez Mahmood Salehi ! » (le militant syndicaliste emprisonné et qui souffre de graves insuffisances rénales) et « Ouvriers, Etudiants Unissez-vous ! », en marchant vers le centre de Téhéran. Les forces de sécurité ont alors intervenu et ont violemment brutalisé les manifestants en arrêtant des dizaines de personnes, parmi lesquels des étudiants. Quelques heures plus tard, pour calmer les esprits, les autorités ont libérés la plupart des personnes interpellées. *(Lire la suite page 4.)*

(Suite de la Page 2.) **Le mouvement des…**

fait que les revendications des enseignants ne concernent que leur situation économique et sociale, on le taxe d'être un « mouvement politique ». En réalité c'était le régime lui même qui a donné un aspect politique à ce mouvement en arrêtant les manifestants pacifiques. Des mises à pieds ont été appliquées à l'égard de certains entre eux. Immédiatement les enseignants ont exigé la libération sans conditions de leurs consoeurs et confrères emprisonnés et la levée des mises à pieds.

A cette occasion ils expliquent à nouveaux leurs difficultés économiques et invitent le gouvernement et les responsables concernés à les écouter et résoudre leurs problèmes économiques. Dans cette perspective Ils demandent au gouvernement à allouer un budget à cet égard et ensuite faire voter un projet de loi sur le service d'Administration de l'éducation du pays. Ces derniers faisaient partie des revendications centrales des enseignants, tandis que les autres demandes comme le régime complémentaire de l'assurance maladie ainsi que « les actions équitables » étaient secondaires.

Au cours de l'année 2007, le gouvernement devrait désigner un budget pour faire sortir les enseignants de leur misère économique. En 2005 grâce à la hausse du prix de pétrole, un revenu inespéré est entré dans les caisses de l'Etat. Ce dernier pourrait répondre largement aux besoins des enseignants, d'autant plus que le partage du bénéfice du pétrole avec la population faisait partie des promesses électorales d'Ahmadinéjad pendant sa campagne présidentielle!

Une divergence apparaît au sein du gouvernement lors de la préparation du budget annuel. Le gouvernement avait évalué le coût des revendications des enseignants à 7 millions d'euros, tandis que l'estimation des députés ne s'élevait qu'à 3 millions d'euros. Le coup de théâtre ; le gouvernement déclare que cette somme n'est pas disponible et le Conseil de Surveillance gèle complètement ce projet de lois tout en donnant une réponse négative aux revendications des enseignants. A ce stade le mouvement, déjà répandu dans tout le pays, prend une ampleur nationale. Les arrestations se multiplient et tout rassemblement des enseignants subit la répression.

Une manifestation prévue de partir de la Ministère de l'Education jusqu'à la Chambre des Députés est dispersée par l'intervention des forces de >> l'ordre et un nombre important des manifestants est arrêté. Les enseignants décident de mener leur combat autrement. D'abord ils déclarent :

« Le gouvernement est le seul responsable de l'incident du 14 mars, et nous demandons qu'il nous présente ses excuses. Etant donné que il mène des actions injustes et illégales à notre égard, vu les arrestations de nos militants syndicaux et les promesses qui ne sont jamais réalisées, nous avons décidé de mener les actions suivantes :

1- Conformément à la déclaration du 3 mars du Conseil de Coordination de Syndicat des Enseignants, le dimanche 29 avril nous allons nous abstenir d'enseigner malgré notre présence dans les établissements scolaires. En suite le 2 mai nous nous rassemblons de 9h à 12h, dans les bureaux de l'Education Nationale de tous les départements du pays. Cette journée doit considérer comme une journée de protestation.

2- En cas de non satisfaction de nos revendications syndicales et de non abolition de toutes actes discriminatoires ainsi que l'inégalité de salaires entre les confrères et consoeurs nous allons procéder à un grand assemblement le mardi 8 mai 2007 devant la Chambre des Députés.»

Ayant mis, courageusement, toutes les actions déclarées en exécution, les enseignants n'ont rien obtenu. Actuellement ils sont en vacances scolaires et pendant cette période tous les établissements scolaires sont fermés. Il est vraisemblable qu'à la rentrée scolaire 2007-2008 le gouvernement n'échappe pas à une reprise du mouvement des enseignants.

A l'heure actuel les enseignants n'ont pas l'intention de faire appel aux élèves pour se manifester dans les rues à leur côté, mais si ça se produit et que les autres mouvements comme ceux des ouvriers, des infirmières, des femmes et des étudiants les rejoignent, le gouvernement sentira des secousses importantes. Même si son renversement ne se réalise pas, au moins il subira un grand choc et la société Iranienne pourra se mettre en situation révolutionnaire.

Il est certain que tous les secteurs de la société iranienne, grâce à leur combat de tous les jours, ont gagné de l'expérience et se battent avec beaucoup de détermination. Le combat des enseignants continuera jusque l'obtention de leurs revendications économiques et syndicales.

Sur la célébration ...

Les incidents similaires se sont produits dans certaines villes. A Sanandaj (chef lieu de Kurdistan) une grande manifestation a été organisé par les militants de « Comité de coordination de la région de l'ouest de l'Iran » « Union Générale des Travailleurs Licenciés et Chômeurs » devant le Bureau des Relations de Travail. Les forces de sécurité ont sauvagement attaqué les manifestants et ont arrêté 16 personnes. Par la suite, les agents de sécurité ont procédé à une rafle à travers la ville et ont arrêté 13 autres militants.

Les familles et les amis des arrêtés ont manifesté pendant plusieurs jours et finalement ont obtenu la libération de plusieurs d'entre eux. A Marivan (Kermanshah), deux autres villes situées à l'ouest d'Iran, les manifestations ont été organisé par les militants ouvriers et à chaque fois les heurts avec les forces de l'ordre et sécurité se sont produites et des dizaines de manifestants ont été arrêtés.

Le 2 mai, quelques deux mille enseignants se sont rassemblés devant le ministère de l'Education Nationale et ont demandé la libération de leurs camarades emprisonnés, avaient été arrêtés pendant les protestations nationales des mois précédents.

La présence d'autres militants comme les étudiants et les slogans de l'unité entre les différents mouvements, tout en considérant le mouvement ouvrier comme la colonne vertébrale de ces mouvements, est un signe important et encourageant qui montre la maturité des militants actifs au sein des mouvements ouvrier et démocratique en Iran.

Droit à organisations autonomes, la libération des militants emprisonnés, le paiement des salaires impayés telles étais les principales revendications des travailleurs iraniens. Cette année l'ampleur, la sophistication et l'étendu de la mobilisation des militants ouvriers, à l'occasion de la célébration du 1er mai, étaient sans précédant depuis de longues temps et cela montre que le mouvement de protestation des travailleurs iraniens est entré dans une nouvelle phase de lutte.

Vive le 1er Mai!

L'Iran s'invite à l'université d'été de L.C.R.

La L.C.R a tenu sa 16ème université d'été dans un village de vacances près de Perpignan du 25 au 29 août 2007.

Cette année, la situation iranienne avait attiré l'attention particulière des camarades de la L.C.R. Un atelier sur « l'Iran aujourd'hui » avait été prévu dans le programme du 26 août.

Pour présenter la situation de l'Iran, 3 intervenants avaient été invités dont 2 de nos porte-parole. La 3ème personne étant un militant franco-iranien de LCR. Un ami iranien venu de Grenoble a aussi enrichi les discussions par ces interventions pertinentes.

Au cours de cet atelier, nous avons exposé un petit aperçu de la géopolitique de l'Iran lors du dernier siècle et avons insisté sur la situation actuelle du pays.

Cet atelier avait attiré l'attention de près de cent militants qui ont participé avec beaucoup d'enthousiasme aux discutions engagées.

Nous avons pu présenter, entre autres, la situation désastreuse des travailleurs et tous ce qui vivent de leurs travaux en Iran.

L'aspect militaire-pétrolier de l'économie du pays a été abordé en expliquant que le capitalisme iranien, malgré son appartenance au néo-libéralisme capitaliste dominant dans le monde, possède des singularités spécifiques qui le séparent de toute sorte du capitalisme classique.

L'Iran fait partie des rares pays où la branche militaire du régime « les gardiens de la révolution » contrôle une grande partie du commerce et de l'industrie sans que personne ne puisse les surveiller.

Bien évidement, on ne peut pas parler d'Iran, sans expliquer l'ampleur de la répression qui touche toutes les couches de la population, surtout ceux qui souffrent d'avantage que les autres.

Il est évident que la situation et aussi l'histoire de la classe ouvrière d'Iran avaient occupé une place importante dans les discussions.

Cet atelier avait une telle réussite que les discussions ont pu se continuer au-delà et pendant la durée de cette université.

MENACE POUR LA SÉCURITÉ NATIONALE

M. Ali Reza Hashemi, le secrétaire général de L'Association des Enseignants Iraniens (AEI) a été condamnée à trois ans d'emprisonnement par le Tribunal Révolutionnaire de Téhéran le 15 août.

M. Hashemi, qui a été un professeur pendant 25 ans, a été accusé d'être une «menace pour la sécurité nationale ». Son crime a été l'incitation de ses camarades à faire de la grève et participer à d'autres formes d'actions sociales.

Le 14 mars de cette année M. Hashemi a été arrêté avec des centaines de d'autres enseignants pendant un rassemblement de masse appelé par l'AEI dans la but de amélioration des conditions de vie et des salaires (voir l'article de « *Le mouvement des Enseignants* » dans ce numéro). Il a passé 19 jours dans l'emprisonnement solitaire dans la prison notoire d'Evin.

En outre d'une suspension de 3 mois avec une réduction de 75% de son salaire pendant le procès, il a subi une sanction par sa transfert forcée de deux ans à un école loin de son lieu de résidence et sa famille pour une durée de deux ans.

La charge d'une « menace pour la sécurité nationale » est devenu une accusation favorite parmi des procureurs généraux contres les militants de syndicats des travailleurs.

Mansour Ossanlou Président du syndicat de la régie des bus de Téhéran et son vice-président Ebrahim Madadi, M. Mahmoud Salehi, l'ancien président du syndicat des travailleurs de la ville de Saqez, M. Sheys Amani et M. Sediq Karim, Président de i de l'union des chômeurs tous ont été chargés d'avoir participé dans les activités menaçant le sécurité nationale.

Dans le pays où les syndicats indépendants ou la mobilisation d'ouvrier est illégal, ce gendre d'accusation à l'encontre des activistes des organismes d'ouvriers devint monnaie courant du régime et pèse lourdement sur la classe ouvrière iranienne.

Libérer les syndicalistes emprisonnés !

EXPLOITATION D'ENFANTS

Selon un rapport de l'agence de presse Fars, plus de 3.000 enfants travaillent dans de petites usines à travers de la seule Province de l'Azerbaïdjan.

Les conditions sont catastrophiques pour ces enfants, car ils sont forcées à travailler de longues heures pour une bouché de pain, et sans pratiquement aucunes droites ou sécurité. Les employeurs peuvent les renvoyer sans aucune formalité et sans aucune compensation, car il n'y a aucune loi qui les protége.

Ces enfants sont généralement employés dans les petits et sauvant illégal ateliers et usines qui produisent les chaussures, les briques ou dans les verreries.

Ces gendres d' entreprise sont par la loi hors de champ de contrôle du ministère du travail, ce que donne aux employeurs une liberté totale de conduire leurs affaires.

Ce manque de règlement laisse des milliers de ouvriers d'enfant vulnérables et exposés à l'exploitation sans pitié. L'Iran n'a signé aucune convention internationale ou traités stipulant un âge minimum pour le travail.

Le dernier rapport de l'ONU sur le travail des enfants indique que plus d'un million d'enfants vivent au-dessous de la ligne de pauvreté (revenu $1-$2 quotidien) en Iran.

Un rapport récent indique que «25% d'enfants travaille entre 6-10 heures, 35% entre 6 à 10 heures et 24% plus de 10 heures par jour ". Le rapport précise que la vente ambulante, faire de la contrebande, l'échange des marchandises et la prostitution sont les champs prédominants de l'emploi des enfants en Iran.



Le but prioritaire de la politique néolibéral du régime islamique :
Désarmer les ouvriers iraniens

Parallèlement aux durcissements de l'invasion conjoint des capitalistes et le gouvernement iranien envers de la vie et de la sécurité du travail et les droits légaux des travailleurs et les couches laborieuses en Iran, et en particulier la privatisation en cours des sociétés publiques et licenciements massifs, le gouvernement islamique d'Iran a intensifié le processus qu'il a toujours mis en œuvre à fin de briser la capacité de résistance et d'organisation des travailleurs.

Les travailleurs iraniens et surtout leurs avant-gardes comprennent, plus en plus, que la création des organisations professionnelles à l'échèle local mais surtout national fait partie de leurs besoins urgents et vitaux pour que les ouvriers, les salariés et les chômeurs puissent lutter contre l'oppression et l'exploitation des patrons et du régime et pour leurs revendications légitimes. Mais, au regard du régime islamique, toutes démarches des ouvriers dans ce sens, même l'organisation simple d'un défilé du 1er mai sont considéré comme atteints contre l'Etat et sont réprimés lourdement comme un crime.
Citons quelques exemples :

Au cours des semaines écoulées, les « tribunaux » de Sanandadj (chef-lieu du Kurdistan iranien), ont rendu 13 condamnations à la peine de prison à l'égard des travailleurs qui avait organisé un défilé à l'occasion du 1er mai 2004.

Parmi eux, on peut nommer Messieurs Sheit Amani et Sadigh Karimi qui ont été condamnés à 2ans et demi de prison. A Tabriz (chef-lieu de la province d'Azarbaydjan), M. Mohammad Djarrahi du syndicat des ouvriers peintres a été arrêté le 7 août. Au cours de ce mois, on note aussi l'arrestation de 40 ouvriers de la société Gamma licenciés 2 mois auparavant pour avoir osé contester.

La répression et les poursuites judiciaires n'épargnent aucune couche sociale. L'Association Professionnelle des Enseignants de Téhéran, font part, dans leur bulletin, des conséquences répressives de leurs revendication légitimes. Ainsi, 86 enseignants ont reçu les condamnations pénales, De l'autre part, M. Mohammad Khaksari, un des membres de cette association, et le directeur du journal interdit « la Plume d'enseignant » a été interpellé le 20 juillet 2007 lors de son départ à l'aéroport pour participer au congrès international des enseignants E.I.. Il a pu continuer après une longue interrogation.

La condamnation de M. Ali Réza HASHEMI, secrétaire de l'organisation des enseignants d'Iran, démontre que le régime a décidé de briser les contestations légitimes des enseignants.

Rappelons que deux syndicalistes militants Mrs Mahmoud SALEHI, et Mansour OSSANLOU sont toujours en prison, et cela malgré une vaste campagne de contestation internationale. Le régime continue à ignorer l'opinion publique internationale en attaquant régulièrement toute action de solidarité avec les travailleurs emprisonnés. Récemment, Les agents du régime ont pénétré chez les OSSANLOU pour arrêter les gens venus en signe de sympathie.

Tous ces événements démontrent l'importance et l'urgence d'une solidarité internationale d'envergure pour soutenir la lutte des travailleurs iraniens et les salariés d'Iran dans l'obtention de leurs droits les plus fondamentaux.

Leurs luttes n'aboutiraient pas sans que nous maintenions une pression forte et permanente sur la République Islamique d'Iran.



Soutenons les travailleurs de Haft Tapeh !

Plus de 5, 000 ouvriers du « Sucre de Haft Tapeh », l'industrie sucrerie au Khouzestan ont fait la grève le 12 Septembre, exigeant le paiement immédiat de leurs salaires impayés.

L'appel à la grève a été lancé après l'échec des négociations avec la direction en présence de représentants du gouvernement. Au cours des dix-huit derniers mois, les ouvriers de cette usine ont organisé plus de dix grèves et manifestations.

Dans une lettre ouverte adressée à l'Organisation International du Travail (l'OIT) et la Confédération International des Syndicats (ITUC) Ils parlent de leur détermination à lutter pour leurs revendicatives aussi longtemps que nécessaire.

Dans cette lettre parmi leurs revendications et les problèmes on trouve :

- Le paiement en retard des salaires dus, au moins pour les 15 derniers mois.

- Le non respect, de la part de la direction, des réglementations et des décrets officiels, en particulière ce qui concerne les salaires.

- L'absence de toute représentation indépendante des travailleurs.

- Précarité de l'emploi dans l'usine. Les ouvriers avec plus de 15 ans d'ancienneté se trouvent toujours sous le régime de CDD.

- La journée du travail de longues heures (11 heures par jour).

- L'occupation des logements construits par l'usine pour des ouvriers par les fonctionnaires et les militaires. Favoritisme et népotisme.

Les ouvriers ont également mis en garde la direction contre le projet de vendre des terrains et des équipements de la compagnie pour payer les salaires impayés.

En outre, la lettre condamne la politique gouvernementale d'importer le sucre et de privatiser l'industrie sucrière, qui a des effets néfastes sur leurs vies.

Pire encore, dans cette situation le gouvernement a récemment désigne un certain Yagoub Salemi, un ecclésiastique totalement étranger à cette profession, comme le directeur de l'usine. >>

Le complexe *Haft Tapeh*, avec ses quatre grandes usines qui emploient des milliers d'ouvriers joue un rôle significatif dans l'économie régionale et nationale.

Face à la détermination des travailleurs, la réaction des autorités n'a pas tardé et comme dans leurs habitudes, dès qu'ils ont ressenti que leurs manœuvres de diversion ont échoué, au matin de jeudi 4 octobre, ils ont brutalement attaqué les ouvriers grévistes, blessant et arrêtant plusieurs dizaines d'entre eux. Mais la lutte a continué et malgré cette répression et l'extrême brutalité des agents de services de sécurité les grévistes ont déclaré qu'ils vont continuer leur lutte par tous les moyens et en utilisant toutes les formes possibles de résistance.

La lutte de ces travailleurs a été soutenue par tous les militants du mouvement ouvrier iranien. Le comité de soutien de Mahmoud Saléhi (le militant ouvrier emprisonné) ainsi que le syndicat de Sherkat é Vahed ont apporté publiquement leur soutien. Nombreux comités des militants ouvrier et les associations des étudiants de plusieurs universités de grandes villes déclarés leurs soutiens et solidarités avec les travailleurs de *Haft Tapeh.*

Nous appelons tous les militants et toutes les organisations des travailleurs de France d'apporter leur soutien à ces militants ouvriers iraniens. La solidarité internationale des travailleurs est une arme efficace dans la lutte internationale de la classe ouvrière.

Le régime iranien, qui tente d'entrer dans des différentes organisations internationales et qui est signataire de certaines conventions internationales des travailleurs ne peut se permettre d'ignorer une forte pression de solidarité internationale avec les travailleurs iraniens.





Montréal le 9 août 2007 – Québec solidaire réclame la libération immédiate et inconditionnelle des syndicalistes iraniens Mansour Osanloo et Mahmoud Salehi, détenus uniquement en raison de leurs activités syndicales, alors que le caractère pacifique de leurs activités n'a jamais été mise en cause.

Ossanlou qui dirige le Syndicat des Chauffeurs d'autobus de Téhéran et des banlieues (Sherkat-e Vahed), a été enlevé et détenu sans accusation depuis le 10 juillet 2007. Salehi, ancien président de l'Association des ouvriers boulangers de Saqqez (ville du kurdistan iranien) et membre du Comité de coordination pour la création d'organisations de travailleurs est emprisonné depuis novembre 2006 sous l'accusation de « conspiration en vue de commettre des crimes contre la sûreté de l'État ».

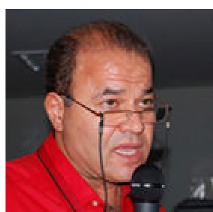
Québec solidaire condamne la répression contre les organisations populaires et ouvrières en Iran, dont la recrudescence touche autant les travailleurs que de nombreux militantes et militants des mouvements féministes, étudiants et des défenseurs des droits sociaux et démocratiques. Notre parti est solidaire de la lutte pacifique et démocratique du peuple iranien. En dépit des arrestations arbitraires, de la pratique systématique de la torture et des exécutions publiques par pendaison destinées à intimider la population, les organisations populaires luttent courageusement pour restaurer les droits politiques et économiques du peuple iranien. Le gouvernement américain cherche un prétexte pour étendre sa guerre d'agression militaire dans la région. La lutte menée par le mouvement populaire pour la démocratie en Iran est la meilleure garantie pour contrer ces velléités de conquête impérialiste.

Québec solidaire joint sa voix à celles des milliers de femmes et d'hommes qui réclament aujourd'hui à travers le monde la libération de Messieurs Ossanlou et Salehi ainsi que celle de tous les prisonniers politiques.

Québec solidaire - 7105, St Hubert bureau 304, Montréal, Qc, H2S 2N1T

Tél : 514-278-9014 1-866-278-9014 514-270-4379 info@quebecsolidaire.net

Amnesty lance un appel mondial pour la libération de deux syndicalistes



M.Ossanlu



M.Salehi
menotté dans l'hôpital le 23 août

Mansour Ossanloo, dirigeant du Syndicat des Chauffeurs de Bus de Téhéran détenu depuis le 10 juillet 07 et **Mahmoud Salehi**, porte-parole du Comité fondateur pour la création de syndicats et ancien président de l'Association des ouvriers boulangers de Saqqez détenu depuis le 9 avril 07 en raison de leurs activités syndicales

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI: MDE 13/101/2007 (Public)
Bulletin n° : 151
ÉFAI
7 août 2007

Iran. Mansour Ossanlu et Mahmoud Salehi doivent être libérés et la discrimination légalisée contre les syndicats indépendants doit cesser

En soutien à la Journée internationale d'action en faveur de Mansour Ossanlu et Mahmoud Salehi le 9 août 2007, Amnesty International se joint à l'appel lancé par la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) en faveur de la remise en liberté immédiate des deux hommes et de l'abandon de toutes les charges pesant contre eux en lien avec leur action pacifique et légitime en tant que syndicalistes.

Mansour Ossanlu, dirigeant du syndicat représentant les travailleurs de la régie des bus de Téhéran et de sa banlieue et Mahmoud Salehi, porte-parole du Comité organisationnel pour la création de syndicats et ancien dirigeant du syndicat des boulangers de Saqez, sont des responsables syndicaux ; leur arrestation, sur la base d'accusations formulées en termes vagues, visait à stopper leurs efforts en faveur de la construction de syndicats forts, capables de défendre les droits des travailleurs contre les lois et pratiques discriminatoires qui restreignent les droits des travailleurs en Iran.

Obtenir la remise en liberté de Mansour Ossanlu et de Mahmoud Salehi aidera les syndicats indépendants à passer la barrière de la *gozinesh*, ou sélection, un ensemble de règlements utilisés par les autorités iraniennes pour décider qui a le droit de former un syndicat ou de postuler pour un emploi dans toute une série de secteurs.

En 2003, la Commission de l'application des normes de l'OIT a examiné l'application de la Convention n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession) (1958) en Iran. Le représentant des travailleurs a appelé la commission d'experts à examiner la pratique de la *gozinesh*, ou sélection. Les règlements de la *gozinesh* permettent aux autorités de l'État de sélectionner des personnes candidates à un poste dans la fonction publique, en fonction de leur conformité idéologique perçue ; un grand nombre de fonctions sont concernées, celles d'avocats ou de professeurs par exemple. La procédure de *gozinesh* sert également de base pour décider qui est autorisé à créer une organisation non gouvernementale ou adhérer aux instances dirigeantes d'ONG ou des Conseils islamiques du travail seules organisations du travail autorisées sur les lieux de travail.

Les Conseils islamiques sont une forme d'organisation collective prévue au titre du Code de procédure 2001 [relatif au] mode d'établissement, aux limites de fonctions, de pouvoirs et au mode d'opération des conseils islamiques du travail (le Code de procédure).

Le Code de procédure établit comment les travailleurs des secteurs de la production, de l'industrie, de l'agriculture, des services et les entreprises employant plus de 50 personnes peuvent créer des syndicats ou élire des conseils islamiques.

Les fonctions, devoirs et pouvoirs des conseils islamiques sont fixés par le Code de procédure. Selon l'article 1 du Code de procédure, ils sont créés pour *« propager et étendre la culture islamique et défendre les acquis de la révolution islamique. »* Ils sont donc davantage préoccupés par la poursuite d'un programme religieux et idéologique que par la promotion e la protection des droits des travailleurs.

L'article 10 du Code de procédure énumère un certain nombre de critères de *gozinesh*, imposant des restrictions discriminatoires à l'éligibilité des membres du comité central d'un conseil islamique donné. L'article 10c exige que les candidats soient *« de bonne réputation »* et possèdent *« les dispositions requises au bon développement »* du conseil et l'article10d qu'ils aient une expérience d'un an de travail au sein du conseil. Toutefois, l'article 10a exige des candidats qu'ils soient des musulmans pratiquants favorables au principe de *Velayat-e Faqih* (ou suprématie de la jurisprudence religieuse) et à la Constitution (article 10a) et l'article 10b exige qu'ils aient été présents et se soient montrés actifs dans différents domaines de la révolution islamique.

Les activités de Mansour Ossau et de Mahmoud Sali témoignent de l'engagement des syndicalistes à mettre fin aux pratiques discriminatoires et à œuvrer en faveur des travailleurs et de tous les Iraniens et, par dessus tout, en faveur des droits humains en Iran.

Grand Succès de la journée Internationale de la solidarité avec les travailleurs Iraniens

Le 9 août 2007 restera une journée inoubliable pour les militants du mouvement ouvrier iranien en Iran et à l'extérieur du pays. A l'appel de ITUC ITWA des centaines de militants du mouvement ouvrier iranien en exil ont organisé des dizaines de manifestations dans plus de 30 pays à travers le monde ; de l'Amérique du nord à l'Australie et de l'Europe à la Nouvelle Zélande. Tous unie pour soutenir les revendications du mouvement ouvrier en Iran, telles que le liberté d'organisation en particulier, la libération sans conditions des militants syndicalistes emprisonnés comme MM Osanloo et Saléhi et etc..

Une dizaine de comités et associations de soutien au mouvement ouvrier, parmi lesquelles Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran, ont non seulement participé à cette journée internationale de solidarité mais ont également organisé les différentes manifestations dans la plupart des pays européens aussi en Australie et au Canada, pendant une semaine.

En France le 4 et le 5 août des manifestations ont été organisées sur la place de l'Odéon à paris, a laquelle des dizaines de militants ont participé. Le 9 août, à l'appel de la CGT et le soutien d'autres organisations syndicales comme SUD et la CFDT, une manifestation a été organisée sur la place Iéna devant l'ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris. Cette manifestation, qui a mobilisé plus de cent cinquante militants français et iraniens, a eu un impact médiatique important par la présence de plusieurs radios et TV, parmi lesquelles Radio France Culture, qui a diffusé un entretien avec un des porte-parole de notre association.

Cette journée de Solidarité avec les Travailleurs Iraniens, première en France, montre que le mouvement ouvrier en Iran, grâce à leur luttes sans relâche, a réussi à se faire connaître dans les mouvements internationaux des travailleurs et que les grandes syndicales des travailleurs en France sont solidaires avec leurs camarades en Iran.



Manifestation devant l'ambassade de la République Islamique d'Iran à Paris, le 9 Août

Vive La solidarité Internationale!



☐ Je désire être informé-e des initiatives du *Solidarité avec les Travailleurs en Iran* **(STI)**

☐ Je décide d'être affilié-e du STI

Prénom et nom (organisation)____________________

Adresse____________________

Téléphone, courrier électronique____________________

Renvoyer à: *Solidarité avec les Travailleurs en Iran*
Adresse : S.T.I, 266, Ave Daumesnil, 75012 Paris **E-mail:** sstiran@yahoo.fr